



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel

Présidence irlandaise Le site <http://www.eu2013.ie/fr/>

*L'Union européenne prend la lutte contre les paradis fiscaux au sérieux, le **sommet 22 mai** y sera largement consacré évinçant le thème de la politique énergétique.*

Les insuffisances de la politique énergétique européenne, les droits des couples homosexuels évoluent en Europe et la protection de l'audiovisuel toujours en débat

***Europe-Chine** : la guerre commerciale est déclarée sur fond de panneaux solaires.*

INSTITUTIONS

Zone euro : le président français a-t-il convaincu ses partenaires ?

Alors que la France et huit autres pays de la zone euro sont en récession, la volonté de François Hollande d'y instaurer un véritable gouvernement économique est loin d'avoir enthousiasmé les 17 Etats concernés.

La Commission européenne a salué "***l'engagement profond***" pris par François Hollande. Constatant que "***la France et la Commission européenne partageaient la même vision*** d'une Europe plus intégrée à la fois politiquement et économiquement",

Le nouveau gouvernement italien a "*pris note avec satisfaction de la position française*", estimant que **cette proposition devait être explorée**.

A Berlin. "*L'idée d'un gouvernement économique européen n'est pas nouvelle*", explique **Der Spiegel** elle avait déjà été proposée **par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy en 2011**". A l'époque, les deux chefs d'Etat avaient

26.02.2014

préconisé qu'un conseil, composé de chefs d'Etat et de gouvernement, se réunisse deux fois par an, avec un président élu pour deux ans et demi.

En 2011, la proposition du couple franco-allemand "est restée lettre morte", ne manque pas de relever **le Corriere della Sera**. Les Européens attendent donc de voir *"les conséquences qu'aura cette annonce dans les prochains jours"* avant de s'enthousiasmer.

Moins critiques, les pays du Sud de l'Europe sont plus dans l'expectative.

Tout en restant factuel, le quotidien espagnol **El Pais** salue l'offensive présidentielle.

François Hollande « nie les procès en indécision et assure qu'il n'a cessé de décider », de « prendre l'initiative ».

FRANCE ALLEMAGNE

L'Allemagne reste prudente sur les propositions de François Hollande

Pour en savoir plus **Je pense qu'il faut être prudent** sur la proposition de François Hollande de doter un futur gouvernement économique de la zone euro d'une capacité budgétaire, a déclaré un porte-parole du ministère de l'Economie, lors d'une conférence de presse régulière.

La compétitivité d'abord

"Premièrement, **cela touche à des prérogatives du Bundestag** (la chambre basse du parlement allemand). Deuxièmement, **un tel pouvoir budgétaire pourrait conduire à la mise en commun de dette**. Et dans ce domaine, vous connaissez la position du gouvernement allemand: il n'est pas question d'une telle mutualisation des dettes", a affirmé ce porte-parole.

Angela Merkel nie toute divergence avec François Hollande

La chancelière allemande, Angela Merkel, a déclaré jeudi qu'elle n'entretenait peut-être pas une relation amicale des plus fortes avec son homologue français, mais sa relation de travail avec François Hollande est solide et essentielle pour l'Europe.

PARLEMENT

Session plénière de Strasbourg: 20 au 23 mai

Les députés appellent le sommet européen à agir contre la fraude fiscale

Le Parlement demande instamment aux États membres de renforcer la lutte contre les paradis fiscaux et d'améliorer la perception des impôts, lors d'un débat mardi qui servira de contribution au Conseil européen du 22 mai. Une proposition de résolution affirme que les États membres devraient unir leurs efforts afin de réduire de moitié l'**"écart fiscal" non perçu, qui s'élève à 1000 milliards d'euros, d'ici 2020.**

Le paquet supervision bancaire débattu en plénière

Le mécanisme unique de surveillance bancaire, objet d'un accord entre l'équipe de négociation du Parlement et la Présidence du Conseil fin mars, était débattu en séance plénière mardi. Le vote final se tiendra ultérieurement afin d'accorder plus de temps aux

26.02.2014

négociations parallèles entre le Parlement et la Banque centrale européenne sur les dispositions spécifiques en matière de contrôle démocratique

Le Parlement exprime ses attentes à l'égard des négociations commerciales entre l'UE et les États-Unis

Les objectifs que les députés souhaitent voir atteints et les valeurs qu'ils veulent défendre dans les négociations relatives au partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement seront débattus mercredi et mis aux voix jeudi.

Liberté des médias dans l'UE

Les modifications des législations des États membres relatives aux médias et leur impact en matière d'interférence des gouvernements sont examinées chaque année au niveau de l'UE. Les députés demandent d'élargir le champ d'application de la directive sur les services de médias audiovisuels pour garantir le respect de la liberté de la presse et du pluralisme. Un autre texte appelle à des améliorations en termes d'éducation aux médias et de protection des mineurs.

Le Parlement adopte sa position sur les dates des prochaines élections européennes

Les élections européennes de 2014 devraient se tenir **du 22 au 25 mai, au lieu du 5 au 8 juin, affirme un projet de décision mis aux voix en plénière mardi**. Ce changement donnera davantage de temps au nouveau Parlement pour préparer l'élection du Président de la Commission en juillet 2014.

Protection européenne des victimes de harcèlement ou de violence fondée sur le genre

Un projet législatif visant à garantir qu'une victime qui bénéficie d'une protection dans un État membre de l'UE reçoive la même protection si elle s'établit dans un autre pays de l'UE, sera mis aux voix mercredi. Les dispositions accélèreraient également la reconnaissance des mesures de protection en créant des certificats multilingues standards.

L'argent des épargnants utilisé en dernier recours pour renflouer les banques

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté ce lundi 20 mai un mécanisme de soutien aux banques en difficulté. Les députés européens y rejettent le recours aux dépôts de moins de 100 000€ des épargnants pour renflouer les banques, estimant que les actionnaires, les porteurs d'obligations et les gros épargnants seront en mesure de compenser les pertes.

Pour en savoir plus* Les règles adoptées prévoient que **les propriétaires d'une banque en difficulté (c'est-à-dire ses actionnaires) encaissent le premier coup.*

Ils doivent mobiliser leurs capitaux pour absorber les pertes.

Si cela n'est pas suffisant, **les porteurs d'obligations sont les suivants à intervenir** dans le sauvetage de la banque.

Ce n'est qu'**en dernier recours que les épargnants** seront mis à contribution, et uniquement ceux dont le dépôt dépasse 100 000€. Les épargnants qui ont moins de 100 000€ en banque ne devront pas supporter les pertes car ils bénéficient de la loi sur la garantie des dépôts.

Dans la plupart des cas, il sera tout de même nécessaire de faire appel à l'argent public, c'est-à-dire celui des contribuables, lors du sauvetage d'une banque. L'État pourrait alors accorder une garantie, prendre une participation

26.02.2014

dans la banque déficitaire ou tout simplement la nationaliser temporairement, estiment les députés. **Chaque pays est également invité à mettre en place son propre fonds de sauvetage**, financé par les banques elles-mêmes.

COMMISSION/CONSEILS

Sommet européen du 22 mai.

A l'origine, cette réunion du 22 mai 2013 à Bruxelles devait porter sur **la politique énergétique** de l'Union européenne. **Le calendrier a été complètement réactualisé**, début avril, par le président du Conseil européen qui a souhaité **rajouter la lutte contre l'évasion fiscale** à l'ordre du jour.

Pour un accord "avant la fin de l'année

Le Luxembourg et l'Autriche bloquaient depuis 2008 l'adoption de cette directive révisée. **Les deux pays se sont dits prêts à s'y rallier** à condition d'être traités sur un pied d'égalité avec d'autres pays comme la Suisse.

Le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker a déclaré mercredi que pour son pays, **ce qui était important était l'ouverture de négociations avec ces pays**, parmi lesquels se trouvent aussi **le Liechtenstein, Monaco, Andorre et Saint-Marin**

La porte est désormais ouverte, puisque "des négociations vont commencer dès que possible pour faire en sorte que ces pays continuent d'appliquer des mesures équivalentes à celles appliquées dans l'UE", selon les conclusions du sommet.

Pour en savoir plus

Améliorer les outils existants

A l'heure de l'austérité, **les pays européens cherchent de l'argent frais.**

Selon la Commission européenne, **1000 milliards d'euros de recettes fiscales sont perdues chaque année**, en raison de la fraude ou de l'évasion fiscale.

Pour la France, le chiffre se situerait entre 60 et 80 milliards d'euros.

Le Royaume-Uni, qui préside le G8, en a fait sa priorité. Depuis plusieurs semaines, le pays fait pression sur ses îles vivant de l'évasion fiscale. Cameron demande aux îles britanniques de clarifier leur politique fiscale

Pour le moment, l'exécutif européen n'a pas prévu de déposer de nouveaux textes législatifs sur la table. Il souhaite avant tout approfondir ceux existants : élargir leur champ d'action, leur force et combler les vides juridiques.

Ce n'est pas en une rencontre que les chefs d'Etat et de gouvernement lèveront tous les problèmes, mais **une volonté politique affirmée** leur permet d'avancer.

A l'exception du Luxembourg et de l'Autriche, qui font toujours de la résistance sur la question du secret bancaire, **le secret bancaire se meurt dans l'UE.**

Le Luxembourg, un paradis fiscal ? Sur le principe, **le Grand-Duché affirme être prêt à accepter l'échange automatique d'informations** entre les

26.02.2014

administrations fiscales pour mieux retrouver les fraudeurs. Mais il coopérera à la condition que la Suisse fasse de même.

En Autriche, le problème est de nature politique puisque **le secret bancaire est inscrit dans la Constitution.**

Les Etats voudraient garder leurs commissaires

Les vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement européens se seraient mis d'accord pour **ne pas réduire le nombre de commissaires européens.** Une évolution pourtant prévue par le traité de Lisbonne

Pour en savoir plus Actuellement, chaque membre de l'UE a le droit de désigner un commissaire : les chefs d'Etats souhaitent inscrire légalement cette règle pour la prochaine Commission qui sera mise en place après les élections européennes en 2014.

Le maintien de 27 commissaires nécessite une décision à l'unanimité même si, note le site, aucun pays n'a annoncé qu'il s'y opposerait car si le nombre de commissaires était limité à 19, certains membre de l'UE seraient absents de la Commission de Bruxelles pendant toute une législature.

ETATS

Allemagne

La CDU demande l'interdiction des symboles de la RDA

Le souhaite interdire les symboles de la RDA

Volker Kauder chef du groupe parlementaire des Chrétiens-démocrates et de l'Union chrétienne-sociale veut éviter une nouvelle "*provocation*" **comme le défilé d'anciens membres de l'armée populaire nationale (NVA, l'armée de la RDA)** le 9 mai à Berlin. Des hommes armés, portant des uniformes de la Stasi et de la NVA, s'étaient postés avec des drapeaux de la RDA devant le monument aux victimes soviétiques de la Seconde Guerre mondiale du parc de Treptow.

La proposition de Kauder est soutenue par les libéraux, partenaires de la coalition gouvernementale.

Autriche

Bulgarie

Espagne

Rajoy veut de nouveau imposer l'enseignement religieux l'école

Une fois de plus, une réforme - la septième en 35 ans - de l'enseignement primaire et secondaire coupe l'Espagne en deux. Aujourd'hui, ce sont les cours de religion qui cristallisent une division qui dure depuis le retour de la démocratie.

26.02.2014

Après la réforme du gouvernement Rajoy, les élèves devront choisir entre religion et «Valeurs culturelles et sociales» ou étudier les deux. En 2006, le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero avait supprimé la matière alternative, la catéchèse

Grèce

Les suicides en hausse de 26% en 2011

Le nombre de suicides a atteint 477 en 2011 en Grèce, en hausse de 26% sur un an, a-t-on appris mardi 21 mai auprès du service statistique Elstat, une évolution largement imputée dans le pays aux effets de la crise économique.

Les hommes sont les plus vulnérables, représentant 82% des décès suicidaires enregistrés en 2011, mais le phénomène progresse aussi chez les femmes.

L'heure de la crise pour 200 000 employés

Le gouvernement grec a entamé les procédures de renvoi de plusieurs milliers de fonctionnaires, une mesure prévue par le dernier mémorandum signé avec la troïka FMI-UE-BCE.

Les premiers à être renvoyés sont les fonctionnaires ayant été condamnés par la justice et qui auraient dû quitter leur poste après le mémorandum de 2010. D'ici fin juin, 3 000 personnes seront renvoyées, et 12 500 devraient être placées en disponibilité,

Confusion autour des "Heil Hitler" entendus au Parlement

Les médias grecs sont revenus largement samedi sur les "Heil Hitler" entendus la veille au Parlement, dont il est difficile de dire qui les a prononcés.

Lettonie

Pologne

Royaume uni

La City contre l'europhobie du moment

Un groupe de 19 entrepreneurs britanniques de renom a publié lundi *dans le quotidien The Independent* une lettre ouverte dénonçant les hommes politiques eurosceptiques qui **font passer "la politique avant l'économie"** en réclamant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Si les auteurs de la lettre reconnaissent que certaines dispositions européennes vont à l'encontre des intérêts de la City – comme l'encadrement des bonus bancaires –, ils estiment qu'il est plus judicieux de **défendre les intérêts britanniques à l'intérieur de l'Union qu'à l'extérieur.**

Suède

Tchéquie

Le Premier ministre défend la réforme des retraites

Le Premier ministre Petr Nečas a défendu la réforme des retraites conduite par son gouvernement, appelant à ce que **davantage de personnes rejoignent le "second pilier"**, cotisant pour une partie de leurs retraites dans des compagnies

26.02.2014

d'assurance privées. Il a déclaré qu'au vu du vieillissement de la population, **la seule alternative possible à la réforme des retraites serait d'augmenter les impôts ou de diminuer les retraites d'un tiers**. Le chef du gouvernement a présenté le second pilier comme avantageux pour environ la moitié de la population active. Les Tchèques s'avèrent réticents à déposer leur argent chez des compagnies d'assurances privées. Seules 31 000 personnes ont rejoint le second pilier au cours des quatre derniers mois. Le gouvernement tablait sur un demi-million d'ici la fin juin.

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

ECONOMIE/FINANCE

ENVIRONNEMENT/ENERGIE

Pékin refuse de payer la taxe carbone sur les vols dans l'UE

La Commission européenne a annoncé vendredi que huit compagnies aériennes chinoises et deux compagnies indiennes sont passibles d'amendes en raison de leur refus de payer pour la pollution émise en 2012 par leurs avions lors de vols à l'intérieur de l'Union européenne

Mais la Chine n'acceptera pas de payer pour les émissions de CO2 de ses avions à l'intérieur de l'Union européenne, a indiqué un responsable de l'aviation civile (CAAC) cité samedi 18 mai par le China Daily,

La politique énergétique européenne reste au point mort.

"***L'Europe de l'énergie, c'est maintenant !***", titre le manifeste co-signé dans *Le Monde* par de grands acteurs européens tels **Jacques Delors**, ancien président de la Commission européenne (1985-1995) et **Martin Schulz**, actuel président du Parlement européen,

L'Énergie devait passer au second plan du Conseil européen de ce mercredi 22 mai, au profit de l'évasion fiscale. Le manifeste critique des "choix politiques nationaux [qui] ignorent l'interdépendance déjà réelle entre pays voisins, non consultés, et qui déstabilisent le système énergétique européen, conduisant parfois à des investissements superflus et coûteux pour les citoyens européens".

La frénésie de centrales hydroélectriques menace les Carpates, selon le WWF

Dix ans après la signature d'une convention pour la protection des Carpates, des milliers de projets de centrales hydroélectriques menacent la faune et la flore de cet ensemble montagneux d'Europe de l'Est, particulièrement en Ukraine et en Roumanie a mis en garde lundi le Fonds mondial pour la nature (WWF).

SOCIAL/PRACTIQUE

26.02.2014

Mariage et adoption pour les couples homosexuels : les lignes bougent

Paris. Vendredi, le Conseil constitutionnel français a (définitivement) mis un terme au processus légalisant le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels.

Lisbonne Les couples homosexuels portugais ont également obtenu de nouveaux droits. "Trois ans après le mariage pour tous ", le parlement de Lisbonne a adopté une résolution qui accorde un droit à l'adoption aux couples de même sexe

Le champ d'application de cette nouvelle loi reste limité, puisque celle-ci autorise seulement un des membres du couple à adopter l'enfant de son conjoint.

Londres En Grande Bretagne, "un amendement visant à rendre accessible l'équivalent du pacs aux couples hétérosexuels" a été déposé lundi soir par le député Tory Tim Loughton, afin de retarder l'adoption de la loi britannique sur le mariage homosexuel.

L'amendement a finalement été rejeté par la Chambre des communes, avec le soutien des travaillistes et des libéraux-démocrates, qui craignent une "prise en otage" du projet de loi sur l'union homosexuelle.

Chômage des jeunes Espagnols : l'Allemagne solidaire

Allemagne, Espagne, même combat.

Les gouvernements des deux Etats se sont engagés mardi 21 mai à **une "étroite coopération" dans la lutte contre le chômage des jeunes générations**, qui devrait notamment se traduire par "**une position commune sur les initiatives européennes**" qui visent à lutter contre ce fléau. Point d'orgue de l'accord, le gouvernement allemand s'est engagé à apporter son soutien à la formation professionnelle et à l'emploi de près de 5 000 jeunes Espagnols

PRESSE EUROPEENNE

L'Europe a Besoin d'Un Nouveau Luther

LA REPUBBLICA ROME

L'Union Européenne Est en train de se de transformateur en juin Eglise corrompue régie par l'ONU paie, l'Allemagne, Qui imposer juin orthodoxie financière dogmatique. Verser l'éditorialiste Barbara Spinelli, La Politique Doit Reprendre les Commandes au Moyen D'UN schisme protestant Généré par des initiatives populaires.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/3782221-l-europe-besoin-d-un-nouveau-luthe>

Allemagne : Berlin paie très cher l'abandon du nucléaire

Le Point.fr -

Si l'ambitieux objectif de sortir du nucléaire d'ici à 2022 sera tenu, son coût sera, lui, bien supérieur aux estimations les plus folles avancées il y a tout juste deux ans.

http://www.lepoint.fr/economie/allemande-berlin-paie-tres-cher-l-abandon-du-nucleaire-21-05-2013-1670631_28.php

26.02.2014

ALLEMAGNE : "Les fraudeurs s'accusent eux-mêmes : 6 millions d'euros de plus pour Berlin"

Berliner Morgenpost

C'est "l'effet Hoeneß", constate le *Berliner Morgenpost*. Depuis que le président du Bayern de Munich a avoué au fisc allemand qu'il détenait un compte en Suisse, estimé à environ 10 millions d'euros, le nombre de contribuables allemands admettant avoir fraudé a augmenté considérablement, explique le quotidien.

A Berlin, 225 personnes se sont présentées au fisc, ce qui rapporte un plus de 6 millions d'euros à l'Etat.

Le nombre d'aveux a également augmenté dans d'autres Länder, comme la Rhénanie-du-Nord – Westphalie, où plus de 700 personnes ont déclaré un compte à l'étranger, soit trois fois plus qu'en 2012.

Nouveaux billets : Pour 5 euros, t'as plus rien

PressEurope

"Vous pouvez essayer autant de fois que vous le voulez, mais les nouveaux billets de banque de 5 euros, introduits le 2 mai, ne seront pas acceptés par les distributeurs automatiques", révèle *La Repubblica*. Les journalistes du quotidien italien ont essayé d'utiliser les billets de la "nouvelle série Europe", dans des machines utilisées pour acheter des tickets, des biens de consommation, ou autres, dans dix villes italiennes. Ils ont découvert que la grande majorité des machines les considéraient comme des faux.

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr